

Réalisé par : Abderrahmane BOUFARES

Sous la supervision de : M Serge REY

Table des matières

I-Environnement Internationale	3
II. COMPTES EXTERIEURS	6
III. PRODUCTION, DEMANDE ET MARCHE DU TRAVAIL	8
IV. FINANCES PUBLIQUES	11
V. MONNAIE, TAUX D'INTERET ET LIQUIDITE	13
VI. MARCHE DES CHANGES	15
VII. MARCHES DES ACTIFS	15
VIII. EVOLUTION DE L'INFLATION	18
VIX SOURCE	10

I-Environnement Internationale

A cause de l'impact continu de la guerre en Ukraine, de la forte inflation et de la politique monétaire restrictive sur l'économie mondiale. L'activité économique dans les principales économies développées et émergentes a continué de ralentir. Mais l'Europe a fait preuve de gestion résilience dans la de approvisionnement énergétique et la Chine a abandonné sa politique "zéro corona" pour atténuer le ralentissement économique. Les données des comptes nationaux pour le quatrième trimestre 2022 montrent une croissance annuelle de 0,9 % aux États-Unis, contre 1,9 % au trimestre précédent. La croissance a ralenti de 2,4 % à 1,8 % dans la zone euro, avec des baisses plus marquées en Allemagne, en Espagne, en France et en Italie. La croissance a également ralenti au Royaume-Uni et au Japon.

La croissance a ralenti dans les marchés émergents, notamment en Chine (de 3,9% à 2,9%,), en Inde (de 5,5% à 4,6%), au Brésil (de 3,6% à 1,9%) et en Turquie (de 4% à 3,5%). La Russie a continué de souffrir des effets de la guerre et des sanctions, avec une contraction du produit intérieur brut (PIB) au troisième trimestre (de 4,1% à 3,7%).

Profil trimestriel de la croissance (variation en glissement annuel)

	2020		2021				202	2	
	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
			Pays	avance	és				
Etats-Unis	-1,5	1,2	12,5	5,0	5,7	3,7	1,8	1,9	0,9
Zone Euro	-4,1	-0,8	14,2	4,0	4,8	5,5	4,4	2,4	1,8
France	-4,3	1,5	18,7	3,6	5,1	4,8	4,2	1,0	0,5
Allemagne	-2,1	-2,2	10,2	1,9	1,2	3,5	1,7	1,4	0,9
Italie	-6,0	0,3	16,8	5,2	6,9	6,5	5,1	2,5	1,4
Espagne	-9,5	-4,4	17,9	4,2	6,6	6,9	7,8	4,7	2,6
Royaume-Uni	-9,2	-7,7	24,4	8,5	8,9	10,6	3,8	2,0	0,6
Japon	-0,5	-1,1	7,8	1,7	0,9	0,6	1,4	1,5	0,4
			Pays é	merge	nts				
Chine	6,4	18,7	8,3	5,2	4,3	4,8	0,4	3,9	2,9
Inde	2,8	6,3	20,3	9,3	4,7	3,9	12,1	5,5	4,6
Brésil	-0,4	1,7	12,4	4,4	2,1	2,4	3,7	3,6	1,9
Turquie	6,4	7,5	22,2	7,9	9,6	7,6	7,8	4,0	3,5
Russie	-1,3	-0,3	10,5	4,0	5,0	3,5	-4,1	-3,7	n.d

Source : Eurostat et Thomson Reuters Eikon

En revanche, l'activité du secteur privé a nettement augmenté dans la zone euro calculé par l'indice de PMI, qui a poursuivi son rétablissement a 53,7 en mars après 52 au mois de février, tirée par une solide performance du secteur des services, tandis que l'activité manufacturière aux États-Unis a chuté pour le quatrième mois consécutif selon l'indice ISM de 46,3 en mars par rapport à 47,7 en février. Sur le marché du travail, les conditions dans les principaux pays développés sont restées favorables, le taux de chômage américain diminuant de 0,1% entre mars et février et l'Europe se stabilisant.

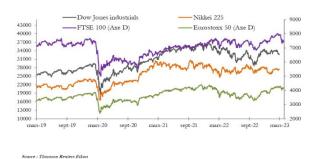
Evolution du taux de chômage

(en %)	2021	2022	2023		
			Janvier	Février	Mars
Etats-Unis	5,4	3,7	3,4	3,6	3,5
Zone euro	7,7	6,7	6,6	6,6	N.D
France	7,9	7,3	7,1	7,0	N.D
Allemagne	3,7	3,1	2,9	2,9	N.D
Italie	9,6	8,1	8,0	8,0	N.D
Espagne	14,8	12,9	13,0	12,8	N.D
Royaume-Uni	4,5	3,7	N.D	N.D	N.D

Sources: Thomson Reuters Eikon et Eurostat, US BLS

Les indices boursiers ont chuté en mars, la volatilité augmentant sur les marchés américains et européens, et les actions MSCI Emerging Markets reculant sur les marchés émergents, aux craintes d'une crise bancaire.

Evolution des principaux indices boursiers dans les économies avancées



Enfin, les rendements des marchés des obligations d'État ont varié d'un pays à l'autre, augmentant dans les économies avancées et baissant dans les économies

émergentes.

Sur le marché interbancaire, les taux LIBOR dollar 3 mois et Uribo de même maturité ont augmenté en février et mars. Dans la zone euro, la croissance du crédit bancaire a ralenti mais est restée positive. L'euro a légèrement baissé face au dollar et à la livre, mais s'est apprécié face au yen. Les principales devises des marchés émergents ont connu à la fois des baisses et des hausses par rapport au dollar.

Diverses banques centrales ont pris des décisions de politique monétaire pour maintenir la stabilité financière et maîtriser l'inflation. La Fed a décidé de relever les taux d'intérêt tout en réduisant davantage ses avoirs en bons du Trésor et en titres adossés à des créances hypothécaires. La BCE a également relevé ses taux d'intérêt directeurs pour atténuer les pressions inflationnistes et a l'intention de le faire. Elle surveille de près les tensions actuelles du marché et est prête à réagir si nécessaire. La Banque d'Angleterre a également augmenté les taux d'intérêt, démontrant que le système bancaire reste prêt à soutenir l'économie dans une variété de scénarios économiques, y compris les périodes de taux d'intérêt élevés.

PRINCIPALES	MESURES DE POLIT	IOHE MONETAIRE

В			Dernières décisions
Banques centrales	Février 2023	Mars 2023	Demieres decisions
Banque centrale européenne	3%	3,5%	16 mars
Banque d'Angleterre	4%	4,25%	23 mars
Réserve fédérale américaine	[4,5%-4,75%]	[4,75%-5%]	21-22 mars

Les banques centrales des marchés émergents prennent également des mesures pour maintenir la stabilité financière et freiner l'inflation. La banque centrale du Brésil a maintenu ses taux inchangés, mais n'hésitera pas à poursuivre le cycle de resserrement si le processus d'inflation ne se déroule pas comme prévu. La banque centrale russe a maintenu ses taux d'intérêt inchangés, mais envisagera de les relever si les risques d'inflation s'aggravent. Pendant ce temps, la Reserve Bank of India a relevé les taux d'intérêt alors que l'inflation ralentissait.

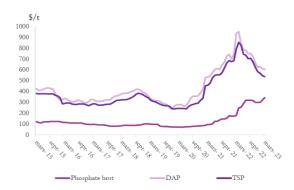
Au niveau des matières premières, les craintes d'une crise bancaire ont fait chuter les prix du Brent de 5,1 % en mars à une moyenne de 78,53 dollars le baril. Les prix du gaz naturel sur le marché européen ont également chuté de 16,5 % en mars pour s'établir à 13,81 \$ US le mBTU. Les prix de l'énergie ont baissé de 2,2 % en glissement mensuel en mars, les matières premières agricoles en baisse de 1,6 % et les métaux et minéraux en baisse de 3,2 %.

Évolution du cours du Brent et du Gaz naturel Europe



En revanche, les prix des phosphates et dérivés ont légèrement baissé en mars. Le prix du DAP a augmenté à 606 \$/mt et le prix du TSP à 537,5 \$/mt, tandis que le prix du phosphate a augmenté de 7 % m/m à 345 \$/mt. D'une année sur l'autre, les prix de la roche phosphatée ont augmenté de 93 %, tandis que le DAP a chuté de 35,4 % et le TSP de 32,2 %.

Evolution des prix du phosphate roche et dérivés



En ce qui concerne l'inflation, les pressions inflationnistes dans les économies avancées s'atténuent progressivement. L'inflation de la zone euro est passée de 8,5 % à 6,9 % en mars, l'Allemagne passant de 9,3 % à 7,8 %, la France de 7,3 % à 6,6 % et l'Italie de 9,8 % à 8,2 % en mars, ralentissant par rapport à juin. % à 3,1 % en Espagne. Mais l'inflation sous-jacente n'a pas ralenti, passant de 5,6% à 5,7%, son plus haut niveau depuis la création de l'euro.

L'inflation aux États-Unis et au Japon a ralenti de 6,4 % à 6 % et de 4,4 % à 3,3 % respectivement, tandis qu'au Royaume-Uni, elle est passée de 10,1 % à 10,4 %. En Chine, au Brésil, en Russie et en Inde, les données de février montrent un ralentissement de l'inflation, avec la Chine à 2,1 % à 1 %, le Brésil à 5,8 % à 5,6 % et la Russie à 11 % à 8 % à 11 % et 6,5 %. 6,4 % en Inde.

Sources: Thomson Reuters Eikon et Eurostat

II. COMPTES EXTERIEURS

À la fin février 2023, la valeur du commerce extérieur a poursuivi sa tendance à la hausse des biens et services, la valeur des exportations augmentant de 7,9 % pour atteindre 68,7 milliards MAD et la valeur des importations augmentant de 11,6 % pour atteindre 113,6 milliards MAD. En conséquence, le déficit commercial s'est creusé de 17,8% à 44,9 milliards de dirhams, et le taux de couverture est passé de 62,5% à fin février 2022 à 60,5%.

Evolution des exportations à fin février 2023 (en millions de dirhams)

	2023	2022	Variat	ion
	2023	2022	en valeur	en %
Exportations	68 715	63 695	5 020	7,9
Phosphates et dérivés	10 960	14 680	-3 720	-25,3
Automobile	21 663	15 420	6 243	40,5
Construction	9 434	6 518	2 916	44,7
Câblage	7 233	5 030	2 203	43,8
Interieur véhicules et sièges	1 527	1 272	255	20.0
Agriculture et Agro-alimentaire	16 361	16 147	214	1,3
Industrie alimentaire	7 884	7 132	752	10,5
Agriculture, sylviculture, chasse	8 175	8 830	-655	-7,4
Textile et Cuir	7 366	6 397	969	15,1
Vêtements confectionnés	4716	3 996	720	18,0
Artides de bonneterie	1 356	1 260	96	7,6
Chaussures	632	524	108	20,6
Aéronautique	3 279	3 264	15	0,5
Assemblage	2 058	2 224	-166	-7,5
EWIS	1 207	1 015	192	18,9
Electronique et Electricité	3 651	2 676	975	36,4
Composants électroniques (transistors)	1 399	887	512	57,7
Fils, câbles	1 371	1 024	347	33,9
Appareils œup, ou œnnex, des circuits électr.	362	262	100	38,2
Autres extractions minières	844	702	142	20,2
Sulfate de baryum	217	212	5	2,4
Minerai de oxivre	211	88	123	_
Autres industries	4 591	4 409	182	4,1
Métallurgie et Travail des métaux	1 454	1 490	-36	-2,4
Industrie du plastique et du caoutchouc	301	355	-54	-15,2
Industrie pharmaœutique	237	216	21	9,7

L'augmentation des importations s'explique principalement par les achats de produits énergétiques et de biens d'équipement. Les coûts de l'énergie ont augmenté de 29,6 % à 20,7 milliards de dollars, dont une augmentation de 22,6 % des achats de « diesel et mazout » et une augmentation de 26,4 % des achats de « gaz de pétrole et autres » reflète les hausses de prix induites par le marché.

Evolution des principaux produits énergétiques à l'import

(en gussement annuer, en 70)					
	Février 2023/Février 2022 Valeur Quantité Prix				
Gas-oils et fuel-oils	22,6	-5,1	29,2		
Gaz de pétrole et autres hydrocarbures	26,4	238,7	-62,7		
Houilles; cokes et combustibles solides similaires	34,5	10,4	21,8		
Huiles de pétrole et lubrifiants	99,3	57,8	26,3		

Source : Office des Changes

Les importations de biens d'équipement ont augmenté de 16,7% à 25,8 milliards. Cela s'explique principalement par une augmentation de 41,6 % des achats de « moteurs à pistons ». Ensuite, les achats alimentaires ont augmenté de 15,3 % à 14,9 milliards de dollars et les achats de biens de consommation ont augmenté de 11,9 % à 22,7 milliards de dollars, principalement en raison d'une augmentation de 27,2 % des voitures particulières et de leurs pièces et pièces de rechange. A l'inverse, les importations de produits semi-finis et de produit brut ont baissé respectivement de 3,2% 4,7%, principalement en raison de la baisse des achats d'ammoniac et de soufre brut.

Evolution des importations à fin février 2023 (en millions de dirhams)

	2023	2022	Variati	on
	2023	2022	en valeur	en %
Importations CAF	113 634	101 835	11 799	11,6
Produits énergétiques	20 721	15 983	4 738	29,6
Gas-oils et fuel-oils	9 038	7 371	1 667	22,6
Gaz de pétrole et autres hydrocarbures	4 798	3 795	1 003	26,4
Huiles de pétrole et lubrifiants	1 757	881	876	99,4
Biens d'équipement	25 835	22 133	3 702	16,7
Moteurs à pistons	2 631	1 858	773	41,6
Appar. pr la œup. la œnnex. des circuits électr.	2 095	1 517	578	38,1
Fils, câbles	2 205	1 693	512	30,2
Produits alimentaires	14 890	12 909	1 981	15,3
Mais	1 644	966	678	-
Sucre brut ou raffiné	1 522	913	609	66,7
Dattes	720	415	305	-
Produits finis de consommation	22 737	20 318	2 419	11,9
Voitures de tourisme	3 217	2 529	688	27,2
Parties et pièces pour voitures de tourisme	4 882	3 986	896	22,5
Tissus et fils de fibres synthétiques et artificielles	2 110	1 881	229	12,2
Produits bruts	5 814	6 103	-289	-4,7
Soufres bruts et non raffinés	1 474	2 936	-1 462	-49,8
Graines, spores et fruits à ensemenœr	110	366	-256	-69,9
Huile de palme ou palmiste brute ou raffinée	142	159	-17	-10,7
Demi produits	23 580	24 367	-787	-3,2
Ammoniac	2 031	2 928	-897	-30,6
Produits chimiques	2 141	2 771	-630	-22,7
Demi-produits en fer ou en aciers non alliés.	261	709	-448	-63,2
Or industriel	57	22	35	-

Source : Office des Changes

L'amélioration des exportations s'est propagée à tous les secteurs à l'exception des phosphates et dérivés, mais en raison principalement d'une baisse de 13,9% des prix et d'une baisse de 9,8% des volumes des engrais naturels et chimiques, les ventes ont chuté de 25,3% à 11,0 milliards.

Evolution des exportations de phosphates et dérivés (en glissement annuel, en %)

	Février 2023/Février 2022			
	Valeur Quantité Pr			
Phosphates	-17,5	-43,1	45,2	
Engrais naturels et chimiques	-22,3	-9,8	-13,9	
Acide phosphorique	-37,8	-7,9	-32,4	

Source : Office des Changes

Les ventes du secteur automobile ont augmenté de 40,5% à 21,7 milliards de dirhams, tandis que le secteur de la construction a augmenté de 44,7% et le secteur de câblage de 43,8%. Les exportations des secteurs « Textiles & cuirs » et « Agriculture & produits agricoles » ont respectivement augmenté de 15,1 % à 7,4 milliards de dollars et de 1,3 % à 16,4 milliards.

des exportations à fin février 2023 (en points de %) Phosphates et dérivés Automobile Agriculture et agro-alimentaire Textile et cuir Aéronautique O,0 Autres industries Electronique et Electricité Autres extractions minières 0,2

Source : Office des Changes

Contributions des secteurs d'activité à l'évolution

En termes de balance des services, l'excédent s'est amélioré à 20,3 milliards de dirhams contre 6,8 milliards MAD à la même période l'année dernière en raison d'une augmentation de 88,3% des exportations. En particulier, les revenus des voyages se sont considérablement améliorés pour atteindre 16 milliards, une augmentation de 12,4 milliards de dollars à la fin de février. Les transferts des Marocains résidant à l'étranger ont également poursuivi leur tendance à la hausse, enregistrant 17,3 milliards de transactions, soit une augmentation de 28,6%. Quant aux autres principaux postes de la balance des paiements, les revenus des investissements directs étrangers sont tombés à 5 milliards MAD contre 4,2 milliards MAD à fin février 2022, tandis que les investissements étrangers du Maroc ont chuté de 2% à 3,2 milliards MAD.

Evolution des autres	composantes du cor	npte extérieur à fin fév	rier 2023
	(en millions de di	rhams)	

	2023	2022	Variati	ion
		2022	en valeur	en %
Recettes de voyage	16 006	3 560	12 446	-
Transferts MRE	17 298	13 455	3 843	28,6
Investissements directs étrangers	3 368	2 192	1176	-
Recettes	5 028	4 198	830	19,8
Dépenses	1 660	2 006	-346	-17,2
Investissement des marocains à l'étranger	1 045	824	221	26,8
Dépenses	3 241	3 308	-67	-2,0
Recettes	2 196	2 484	-288	-11,6

Fin février 2023, les réserves officielles de change ont atteint 332,2 milliards MAD, soit

l'équivalent de 5 mois et 11 jours d'importations de biens et services.



III. PRODUCTION, DEMANDE ET MARCHE DU TRAVAIL

La croissance économique a considérablement ralenti au quatrième trimestre de 2022, tombant à 0,5 % contre 7,6 % à la même période l'an dernier, à cause d'une contraction de 15,1% La valeur ajoutée agricole a augmenté de 17,8%. La valeur ajoutée non Agricole a augmenté de 2,3% au lieu de 6,6% prévu. Résultat Des marchés internationaux globalement défavorables et une inflation extrêmement élevée. Ainsi, pour l'ensemble de l'année 2022, le PIB augmentera de 1,1 % après un rebond de 7,9 % en 2021. Cela représente une baisse de 15% par rapport à une augmentation de 17,8% de la valeur ajoutée agricole, une augmentation de 3,2% correspondant à 6,6% de la valeur ajoutée non agricole.



Au niveau sectoriel, le déroulement de la campagne agricole 2022/2023 est caractérisé par des précipitations tardives et une période relativement sèche jusqu'à fin novembre. Les 20 premières jours de décembre ont vu une diminution significative des précipitations presque universellement, permettant de pallier les déficits pluviométriques et de faciliter l'ensemencement des sols. Les précipitations totales au 30 mars 2023 ont atteint 202,4 mm, une augmentation de 15,6 par rapport à l'année précédente et une diminution de 17,3 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Pendant ce temps, le taux de remplissage du barrage reste faible, à 34,3 % au 7 avril, contre 33,9 % en 2022 et 50,9 % en 2021.

Quelques caractéristiques des campagnes agricoles 2023-2022 et 2022-2021

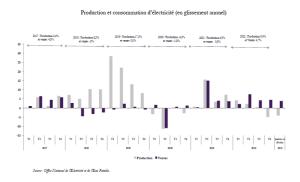
	2023-2022 (1)	2022-2021 (2)	Variations en % (1)/(2)
Inc	licateu rs plu	viométriques	
Cumul pluviométrique (en mm) au 30 mars 2023	202,4	175,2	15,6
Taux de remplissage des barrages (en %) au 7 avril 2023	34,3	33,9	-
Source: - Direction de la Métionologie Nationale. - Ministère de l'Eautement et de l'Eau.			

Dans le secteur manufacturier, la valeur ajoutée a augmenté de 0,4 % en glissement annuel au quatrième trimestre, contre 5,1 % à la même période l'an dernier. Au premier trimestre 2023, les résultats de l'enquête mensuelle de l'industrie de BANK Al-Maghrib pour janvier et février montre que le TUC a augmenté de 2,9 points sur un an pour atteindre une moyenne de

72,7 %. L'activité du secteur de la construction a diminué de 4,6 % en glissement annuel, alors qu'elle a augmenté de 6,8 % en glissement annuel l'année précédente. Cette évolution devrait se poursuivre au premier trimestre 2023, comme en témoigne une baisse de 5,3 % des ventes de ciment. Le taux de baisse de la valeur ajoutée dans l'industrie des matériaux a également augmenté, passant de 1,5 % à 16 %. Nous prévoyons que cette tendance se poursuivra au premier trimestre 2023, avec une production du marché des phosphates en baisse de 30 % en janvier et février.

	TI	T2	T3	T4	п	T2	T3	T4	n	T2	T3	T4	Ti	T2	TS	T4	Ti	T2	T3	1
iginitus et sprindrus	5,9	6,0	5,3	5,2	4,9	-5,4	-5,0	-4,8	-5,4	-7,0	-9,8	-10,2	19,4	17,5	16,6	17,8	-14,3	-15,5	-15,1	-15
Taleur Ajoutée Hors Agriculture	2,8	2,4	3,1	3,0	3,7	5,2	4,1	3,1	-0,4	-15,9	-6,8	4,4	-0,1	13,3	7,4	6,6	2,5	4,2	3,6	2
Nebe et agramitrus	-16,8	-10,1	-16,5	-6,0	24,9	6,7	25,2	-0,6	8,2	-0,4	40,4	-3,1	4,5	36,9	-30,1	53,4	-7,3	-23,4	-33,2	-13
Estadion	5,4	-3,4	-1,5	-3,1	3,4	0,2	2,5	3,1	-0,4	4,3	2,0	4.7	3,0	-0,6	2,8	-1,5	-4,8	-7,8	-10,4	-16
infratoir manifetroires	2,7	1,0	4,2	4,8	2,2	6,2	2,8	2,5	8,0	-21,7	4,4	41	-0,8	20,2	2,5	5,1	-2,4	2,3	2,8	0,
Distribution d'électroiné et de gaz-Distribution d'esu, éleun d'assumissement, troitement des déchets	9,6	5,1	9,0	11,6	19,7	20,2	13,6	6,0	-1,2	-9,3	3,3	2,3	1,4	14,6	3,8	7,0	3,7	2,0	-0,1	4
Construction	3,8	4,5	0,7	-3,7	47	-0,7	2,5	5,1	2,8	-12,2	-9,5	2,8	5,7	16,9	14,2	6,8	1,8	1,7	-2,5	4
Commens de gros et de détai; séparation de réliables intomobiles et de motocrées	-2,0	-1,6	1,6	1,3	1,6	4,1	2,5	0,2	1,4	-16,8	-6,4	47	0,5	17,6	7,6	7,3	5,0	4,0	1,4	1
identies d'hébergement et de sestimation	7,9	6,7	5,3	5,1	3,2	5,9	3,8	1,4	-28,8	-72,9	-57,1	-58,5	-27,9	86,4	72,5	52,5	25,3	50,3	50,1	58
Emasports et entreposage	-1,4	3,6	-1,7	-2,4	3,6	10,8	6,0	1,6	-6,5	-43,8	-33,4	-22,9	-15,5	42,6	33,8	16,1	5,7	10,8	5,5	7
information et communication	4,0	4,0	3,2	2,8	3,7	1,8	1,7	2,9	7,2	4,3	2,9	6,2	-2,5	-0,5	0,4	-0,5	1,3	1,3	1,4	4
latinités financèces et d'assissance	2,3	1,5	1,8	2,0	5,6	5,7	5,1	4,6	0,4	0,4	0,5	1,2	2,7	4,2	5,5	5,9	2,1	4,2	6,5	5
ladiesches et développement et services sendro svoz etrapoises	5,5	5,9	6,2	6,9	8,2	9,1	8,3	7,8	-1,2	-32,4	-13,6	-6,0	0,7	24,5	10,7	8,5	0,7	3,2	2,6	2
idministration problique et défense, sécurité sociale shlipstoire	3,5	3,7	4,0	4,5	6,3	6,7	6,8	6,7	5,8	5,4	5,1	4,8	4,5	4,3	4,0	3,7	4,8	5,6	4,5	3
Edwartion, sasté branaine et artirités d'artiron sociale	3,8	4,3	4,4	4,0	2,6	2,2	1,8	1,5	0,8	0,6	0,8	1,2	2,3	2,8	3,2	3,5	4,0	4,3	3,1	3,
impots net des subvections	3,1	2,5	2,0	1,9	3,0	2,3	2,4	1,6	0,4	-18,5	-8,9	-6,5	2,4	17,8	10,7	5,8	-0,2	5,3	3,7	2
Produkt innérieur beur	3,1	2,8	3,2	3,1	2,7	3,8	3,0	2,1	-0,8	-15,2	-7,3	-5,2	2,0	14,2	8,7	7,6	0,3	2,0	1,6	0
IB non agricole	2,8	2,4	3,0	2,9	3,6	4,9	3,9	2,9	-0,3	-16,2	-7,0	4,6	0,1	13,8	7,8	6,5	2,2	4,3	3,6	2

La valeur ajoutée dans les industries de l'électricité, du gaz, de l'eau, de l'assainissement et des déchets a chuté de 4,5 % au quatrième trimestre, contre une augmentation de 7 % à la l'an L'activité même période dernier. continuerait de reculer au premier trimestre, reflétant une baisse de 4,1 % de la production d'électricité fin février. Par source d'énergie, le chiffre a diminué de 5,4 % pour l'énergie thermique et de 57,2 % pour l'énergie hydraulique, mais a augmenté de 1,8 % pour l'éolien et de 56,2 % pour l'énergie solaire. Dans le même temps, la demande, représentée par l'offre du réseau de transport, s'est améliorée de 3,9% et le solde du commerce extérieur d'électricité est resté déficitaire de 318,8 GWh, correspondant à une hausse des importations de 183% et une baisse des exportations de 67,2%.



L'activité d'hébergement et de restauration a poursuivi son redressement au quatrième trimestre, affichant une croissance de 55,4 % contre 52,5 % l'année précédente. Cette dynamique s'est poursuivie au premier trimestre. comme en témoignent augmentation du nombre d'arrivées touristiques à fin février à 1,9 million, contre 300 000 à la même période l'an dernier, et une augmentation des nuitées passées dans des établissements classés à 3,4 millions, contre près d'un million de personnes. Les revenus des voyages ont également augmenté pour atteindre 16 milliards de MAD, contre 3,5 milliards à la même période l'an dernier.



La valeur ajoutée dans les services de transport et d'entreposage a augmenté de 7,1 % au quatrième trimestre, comparativement à 16,1 %

à la même période l'an dernier. Au premier trimestre 2023, les données à haute fréquence de fin février montrent une augmentation de 317 % du trafic aérien de passagers et une baisse de 9,3 % du trafic de marchandises dans les ports gérés par l'ANP.

Du côté de la demande, la croissance des dépenses de consommation finale des ménages a ralenti, passant de 7,9 % au quatrième trimestre 2021 à 0,8 % au quatrième trimestre 2022, avec une moyenne de 1,9 % par an. De même, la consommation publique serait passée de 6,1% à 4,4%. Après une reprise de 23,5 %, l'investissement a chuté de 9,6 % et le taux de croissance annuel moyen a baissé de 1,8 % après avoir augmenté de 13,3 % l'année précédente. Quant à la valeur du commerce extérieur, les importations ont baissé de 9,1% après 17% et les exportations de 19,7% au lieu de 5,8%, soit une part négative de 4,8 points de pourcentage, ce qui aurait contribué positivement à une croissance à hauteur de 2,4 points de pourcentage.

développement faible de l'activité économique s'est reflété sur la situation du marché du travail, avec 230 000 emplois créés en 2021 contre 24 000 emplois en 2022. L'emploi dans l'agriculture baissera de 215 000 et le BTP de 1 000, tandis que dans les services, il augmentera de 164 000 et l'industrie, y compris l'artisanat, de 28 000. Compte tenu du nombre des nouveaux demandeurs d'emplois qui s'élève à 89 000, le taux d'activité est passé de 45,3% à 44,3% et le taux de chômage est passé de 12,3% à 11,8% au niveau national et de 16,9% à 15,8% en milieu urbain. Concernant les jeunes de 15 à 24 ans, le taux de chômage a augmenté de 0,9 point de pourcentage à 32,7 %, et a stagné à 46,7 % dans les zones urbaines.

Indicateurs d'activités et de chômage		Indicateurs	d	activités	et	de	chômage
---------------------------------------	--	-------------	---	-----------	----	----	---------

	Urbain	Rural	Ensemble	Urbain	Rural	Ensemble
Activité et emploi (15 ans et plus)						
Population active (en milliers)	7 511	4 770	12 280	7 591	4 599	12 191
Taux d'activité (en %)	42,3	50,9	45,3	41,9	49,1	44,3
. Selon le sexe						
Hommes	67,3	76,0	70,4	67,0	74,4	69,6
Femmes	18,7	25,2	20,9	18,3	22,8	19,8
. Selon le diplôme						
Sans diplôme	35,2	53,6	43,8	34,6	51,5	42,3
Ayant un diplôme	47,2	45,3	46,8	46,8	44,2	46,2
Population active occupée (en milliers)	6 239	4 533	10 772	6 390	4 359	10 749
Taux d'emploi (en %)	35,1	48,4	39,7	35,3	46,5	39,
Part de l'emploi rémunéré dans l'emploi total (en %)	97,3	69,9	85,8	97,5	72,2	87,2
Population active en chômage (en milliers)	1 271	237	1 508	1 201	241	1.442
Taux de chômage (en %)	16,9	5,0	12,3	15,8	5,2	11,8
. Selon le sexe	20,7		10,0	10,0		
Hommes	14,4	5,3	10,9	13.1	5,6	10,3
Femmes	25.6	3,8	16.8	25.2	4.1	17,2
. Selon l'âge						,
15 - 24 ans	46,7	15,9	31.8	46,7	16,5	32,
25 - 34 ans	25,9	6,9	19,6	24,8	7,5	19,2
35 - 44 ans	9,5	2,4	7,0	8,4	2,5	6,
45 ans et plus	5,7	1,3	3,8	4,6	1,5	3,
. Selon le diplôme						
Sans diplôme	7,8	2,1	4,6	6,8	2,2	4,2
Ayant un diplôme	21,7	12,0	19,6	20,4	12,2	18,0
Source : HCP.						

IV. FINANCES PUBLIQUES

L'exécution du budget à fin février 2023 a entraîné un déficit de 10,6 milliards de MAD, contre 10,4 milliards à la même période l'an dernier. Les recettes ordinaires ont augmenté de 10,8% à 49,1 milliards. Cela reflète une hausse de 10,8% des recettes fiscales à 46,1 milliards et une baisse de 2,7% des recettes non fiscales à 2,2 milliards. Dans le même temps, les dépenses de fonctionnement ont augmenté de 8,1 % pour atteindre 57 milliards, tandis que les dépenses en biens et services ont augmenté de 7,3 % et les intérêts sur la dette ont augmenté de 12,6 %. En conséquence, le solde du compte courant est passé de 8,4 milliards fin février 2022 à un déficit de 7,9 milliards. D'autre part, les investissements ont augmenté de 9,6% à 16,4 milliards, et les dépenses totales ont augmenté de 8,5% à 73,3 milliards. Les soldes

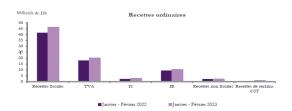
des comptes spéciaux du Trésor étaient de 13,6 milliards, contre 12,9 milliards à la même période l'an dernier.

			En millions	le dirhams
	Janvier – Février 2022	Janvier – Février 2023	Variations en valeurs	Variation en %
Recettes ordinaires [‡]	44 321	49 096	4 775	10,8
Recettes fiscales	41 547	46 053	4 506	10,8
Dont TVA	17 999	19 984	1 985	11,0
IS	2 353	2 778	425	18,1
IR	9 503	10 258	755	7,9
Recettes non fiscales	2 211	2 151	-60	-2,7
Mécanismes de financement spécifiques	0	0	0	
Recettes de certains CST	563	892	329	58,4
Dépenses globales	67 622	73 336	5 714	8,5
Dépenses ordinaires				
Dépenses de biens et services	37 797	40 556	2 759	7,3
Personnel	24 034	25 570	1 536	6,4
Autres biens et services	13 763	14 986	1 223	8,9
Intérêts de la dette publique	4 206	4 737	532	12,6
Compensation	5 271	5 670	399	7,6
Transferts aux collectivités territoriales	5 400	5 995	595	11,0
Solde ordinaire	-8 353	-7 863	490	
Dépenses d'investissement	14 948	16 378	1 430	9,6
Solde des CST	12 948	13 615	667	
Solde budgétaire global	-10 353	-10 626	-273	
Solde primaire				
Variation des opérations en instance ²	-8 508	-7 049		
Besoin ou excédent de financement	-18 861	-17 674	1 186	
Financement extérieur	947	718		
Tirages	2 235	2 120		
Amostissements	-1 288	-1 402		
Financement intérieur	17 913	16 957		

Incluent la TVA des collectivités territoriales et excluent le produit de cessions des participations de l'Etat.
 Pour les opérations en instance, le signe (†) correspond à une constitution et le signe (-) à un réglement.

Source : - Ministère de l'Economie et des Finances (DTFE).

En termes de recettes fiscales, les recettes fiscales directes ont augmenté de 11 % à 13,5 milliards, dont l'impôt sur le revenu des impôts sur la société (IS) a augmenté de 18,1 % à 2,8 milliards de yens et l'impôt sur le revenu (IR) a augmenté de 7,9 % à 10,3 milliards. Cette ventilation comprend des recettes d'impôt sur le revenu de 5,7 % à 1,5 milliard sur les salaires des employés du gouvernement payés par la Direction des dépenses de personnel (DDP) et 6,9 % des revenus de l'IR de 643 millions provenant des bénéfices immobiliers. En revanche, les impôts indirects ont augmenté de 24,8 milliards équivalent à 9,7 %. Cela reflète une augmentation de 11 % des recettes de TVA à 20 milliards et une augmentation de 4,5 % des recettes des TIC à 4,9 milliards. Il s'agit notamment des TIC du tabac, qui augmentent de 12,3% à 2,1 milliards, et des produits énergétiques, qui diminuent de 0,4% à 2,4 milliards. L'évolution des produits de TVA a été tirée par une hausse des recettes de TVA sur les importations de 10,3% à 11,7 milliards et des recettes de TVA intérieure de 12,1% à 8,3 milliards. Ce dernier prend en compte des remboursements de crédit de TVA de 1 milliard au lieu de 1,6 milliard fin février 2022, selon TGR. En revanche, les recettes provenant des droits de douane et du droit de timbre d'enregistrement ont augmenté de 22,2 % à 2,4 milliards et de 11,2 % de MAD à 5,3 milliards, respectivement. Les revenus non fiscaux ont diminué de 2,7% à 2,2 milliards, tandis que les revenus des Entités et Entreprises Publiques (EEP) ont été de 1,3 milliard. Cela se compare aux revenus de l'ANCFCC de 814 millions et aux revenus de la Banque Al-Maghreb de 130 millions à la même période l'an dernier.



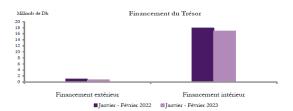
En revanche, les dépenses totales ont augmenté de 8,5 % pour atteindre 73,3 milliards de MAD, les dépenses courantes ayant augmenté de 8,1 % pour atteindre 57 milliards de MAD et les investissements de 9,6 % pour atteindre 16,4 milliards. Les dépenses en biens et services ont augmenté de 7,3 % à 40,6 milliards, reflétant une augmentation de 6,4 % des dépenses de personnel à 25,6 milliards et une augmentation de 8,9 % à 5 milliards au celle des autres biens et services. Cette dernière s'explique notamment par une hausse de 4,3% des remises

aux EEP à 7,2 milliards et une hausse de 198,7% des versements aux comptes spéciaux du Trésor à 1,3 milliard. Les évolutions salariales de la partie responsable de la DDP (TGR) reflètent la hausse de sa composante structurelle de 0,8% et de 5,4% de la composante à 840 millions de rappels. Les taux d'intérêt de la dette ont augmenté de 12,6% à 4,7 milliards, les intérêts sur la dette intérieure augmentant de 4% à 3,9 milliards et la dette extérieure de 80,1% à 862 millions. Les coûts de compensation ont augmenté de 7,6 % pour atteindre 5,7 milliards, dont 400 millions en subventions aux professionnels du secteur des transports. Hors ces subventions, les coûts de compensation sont restés globalement stables par rapport à fin février 2022, en raison d'une combinaison de provisions de consommation plus élevées et d'une baisse de 16,8 % des prix du gaz butane à 712 \$/t. Les dépenses en capital (investissement) ont augmenté de 9,6% à 16,4 milliards en raison d'une hausse de 24,8% des dépenses ministériales et d'une hausse de 6,3% des charges communes.



Compte tenu de la réduction de 7 milliards d'opérations en cours, le déficit de trésorerie s'est établi à 17,7 milliards, contre 18,9 milliards à la même période l'an dernier. Cette exigence a été satisfaite par des ressources internes nettes de 17 milliards et des flux externes nets de 718 millions. L'utilisation du

marché des enchères était de 50,8 milliards contre 21,3 milliards à la même période l'an dernier, portant l'encours de la dette intérieure à 721,5 milliards, selon TGR, en hausse de 7,7% par rapport à fin décembre, ce qui correspond à 2022.



V. MONNAIE, TAUX D'INTERET ET LIQUIDITE

besoins hebdomadaires moyens liquidités des banques en mars 2023 étaient de 60,3 milliards de MAD, contre 73,9 milliards le mois précédent, en ligne avec une augmentation des réserves des changes des banques, principalement raison de l'émission en conditionnelle sur les marchés financiers internationaux par le ministère des Finances. Dans ce cadre, Bank Al-Maghrib a réduit le montant des injections à 73,8 milliards, dont entre autres sous la forme de 32,8 milliards sous forme d'avance a 7 jours, 20,6 milliards à travers des contrats à long terme et 20,3 milliards via des prêts garantis à long terme. Sur le marché interbancaire, le volume quotidien moyen des échanges en mars était de 3,5 milliards et le taux de change moyen pondéré était en moyenne de 2,66 %. Ce niveau inclut l'impact de 1a décision đu Conseil d'administration de la Banque du 21 mars 2023 d'augmenter les taux d'intérêt de 50 points de base.

Evolution mensuelle du taux interbancaire (moyenne quotidienne)



Ailleurs, les taux des obligations d'État à moyen et à long terme ont continué d'augmenter en mars, tandis que les taux des obligations à court terme sont restés globalement stables. Surtout sur le marché secondaire, les taux d'intérêt ont augmenté en moyenne de 4 points de base (pb) pour les échéances à moyen terme et de 23 pb pour les échéances à long terme. Les taux de dépôt ont augmenté de 10 points de base à 2,38 % en février pour les dépôts à six mois, tandis que les dépôts à un an ont chuté de 25 points de base à 2,62 %. En termes de taux de prêt, les résultats de l'enquête du quatrième trimestre 2022 d'Al-Maghrib Bank montrent que le taux d'intérêt moyen global augmentera à 4,50%. Par secteur institutionnel, le taux des prêts aux entreprises a augmenté de 26 points de base à 4,30 %, reflétant la hausse de 24 points de base du taux des prêts d'équipement et avance de fonds de 26 points (trésorerie). Les taux des prêts personnels ont augmenté de 39 points, les taux des prêts immobiliers de 13 points et les taux des prêts à la consommation sont restés globalement stables.

Evolution des taux débiteurs appliqués par les banques

	T3-22	T4-22	Variation (en pb)
Taux débiteur moyen (en%)	4,24	4,50	26
Crédits aux particuliers	5,33	5,72	39
Crédits immobiliers	4,19	4,32	13
Crédits à la consommation	6,39	6,40	1
Crédits aux entreprises	4,04	4,30	26
Par objet économique			
Facilités de trésorerie	3,93	4,19	26
Crédits à l'équipement	4,14	4,38	24
Crédits immobiliers	5,41	5,61	20
Crédits aux entrepreneurs individuels	5,21	7,49	228

En volume, l'agrégat M3 ont enregistré une hausse annuelle de 9,1 % en février 2023. Par principale composante, les dépôts en banques augmenté de 10,3 %. Cela est principalement dû à une croissance de 9,3 % des dépôts des ménages, 12,9% des entreprises privées et 20,7% du secteur public. De même, les soldes fiduciaires ont augmenté positivement de 11,4 %, les titres d'OPCVM de 35,9 % et les dépôts en devises de 12 %. En revanche, les comptes à terme aux banques ont diminué de 9,5%, principalement en raison d'une baisse de 60,5% des dépôts des entreprises financières et d'une baisse de 2,4% des dépôts des ménages.

Evolution mensuelle de l'agrégat M3



Par création monétaire, le crédit bancaire a monté de 7,1% en février, avec des accroissements de 6% du crédit destiné au

secteur non financier et de 14,4% entre les prêts au secteur financier. Par secteur institutionnel, le crédit aux entreprises privées s'est ample de 7% en février, en relation avec l'allure de 8,9% des facilités de liquide et de 5,7% des prêts à l'équipement. Pour ce qui est des crédits aux ménages, ils ont reçu un accroissement de 3,5%, traduisant des augmentations 2,6% des prêts à l'hypothèque et de 3% à la consommation. Quant aux concours aux industries publiques, ils ont accrue de 20,2%, reflétant mieux des hausses de 156,9% des facilités de liquidité et de 11,4% des prêts à l'équipement.

Les créances en souffrance augmentent de 4,6% et représentent 8,7% des encours de crédits bancaires. Chez les sociétés non financières privées ont augmenté de 7% et les ménages de 1,6%, leur part respective étant de 12,2% et 9,7%.

	Encours à fin	Variation						
	février-23	mensuelle (en %)	mars-22	juin-22	sept22	déc-22	janv-23	févr-23
Crédit bancaire	1030,4	-0,3	4,0	3,9	5,3	7,5	7,1	7,1
Crédit au secteur non financier	893,0	-0,7	2,8	3,8	5,6	7,8	6,8	6,0
Crédit aux entreprises	485,5	-1,1	2,2	4,1	7,6	11,7	9,8	8,4
Facilités de trésorerie	221,0	-1,6	7,4	10,6	18,9	19,3	15,7	13,7
Crédits à l'équipement	141,0	0,6	-5,0	-4,3	-1,2	7,1	6,7	7,0
Crédits aux promoteurs immobiliers	43,5	1,2	-3,3	-3,8	-6,9	-6,0	-10,9	-10,2
Crédit aux ménages	380,2	0,0	3,5	3,4	3,4	3,5	3,5	3,5
Crédits à la consommation	57,2	0,0	2,5	3,2	3,3	4,0	3,4	3,0
Crédits immobiliers	247,5	0,1	3,7	3,1	3,5	3,1	3,4	3,3
Crédits à l'habitat	239,9	0,1	3,9	2,5	2,8	2,7	2,7	2,6
Crédits aux promoteurs immobiliers	6,4	-0,7	0,6	33,4	37,0	17,5	24,7	21,7
Créances en souffrances	89,8	0,5	6,3	5,4	4,8	4,9	6,1	4,6
Sociétés non financières privées	52,6	0,6	8,1	6,1	7,8	8,3	11,9	7,0
Ménages	36,9	0,7	3,7	4,1	1,8	0,4	-1,4	1,6
Ratio des créances en souffrances			8,7	8,5	8,5	8,4	8,6	8,7

Quant aux autres sources créatrices de devises, les réserves officielles de change ont légèrement diminué de 1% en février pour atteindre 332,2 milliards de MAD. Équivalent à 5 mois et 11 jours pour l'importation de biens et de services.

Avoirs officiels de réserve en février 2023

	Enco	ırs en		Variatio	ns en %	
	milliar	ds DH	mens	uelle	glissemen	nt annuel
	janv23	févr23	janv23	févr23	janv23	févr23
Avoirs officiels de réserves	333,6	332,2	-1,2	-0,4	0,8	-1,0

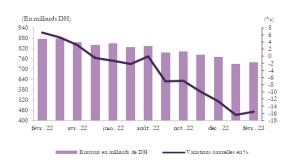
Les créances nettes sur l'administration centrale ont augmenté de 19 %, tirées par une hausse de 15,9 % des bons du Trésor détenus par les banques et de 29,8 % des bons du Trésor détenus par les OPCVM.

Les créances nettes sur l'Administration centrale

		en fév	rier 2023							
			Variations en %							
	de DH		mensi	ielle	glissement annuel					
	janv23	févr23	janv23	févr23	janv23	févr23				
Créances nettes sur 1'AC	349,8	349,9	5,0	0,0	20,6	19,0				
. Créances nettes de BAM	35,2	35,4	89,7	0,6	-1422,1	-1947,4				
. Créances nettes des AID*	314,5	314,5	0,0	0,0	7,5	6,2				
*Autres Institutions de D	épôts									

La liquidité totale a diminué de 15,5 %. Cela correspond à une baisse de 27,6% des encours d'OPCVM obligataires, de 8,4% des bons du Trésor et de 16,6% des titres d'OPCVM actions et diversifiés.

Evolution des agrégats de placements liquides (PL)



VI. MARCHE DES CHANGES

En février-mars 2023, l'euro était largement stable face au dollar américain. Sur le marché

des changes intérieur, le dirham s'est déprécié de 0,40% face au dollar et de 0,32% face à l'euro.

Aucune réunion n'a eu lieu depuis décembre 2021 sur l'accord d'adjudications en devises entre Al-Maghrib Bank et la banque.

	déc-21			
Cours de référence moyen				
Euro	10,460	11,026	11,035	11,071
Dollar U.S.A	9,253	10,235	10,299	10,341
Adjudications				
Nombre d'opérations	0	0	0	0
Sens des opérations			-	-
Montant moyen alloué (en millions de Dollars U.S.A)	0	0	0	0
Cours moyen pondéré	0	0	0	0

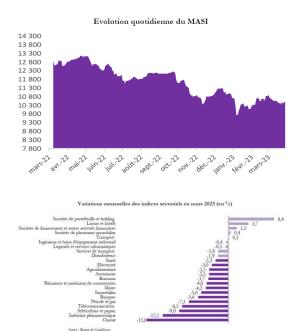
Au niveau du marché interbancaire, le chiffre d'affaires devise-dirham en mars 2023 a atteint 69,6 milliards de MAD, soit une augmentation de 22,5 milliards de MAD par rapport à l'année précédente.

Les transactions bancaires avec les clients se sont élevées à 33,5 milliards de MAD en achats au comptant et à 22,9 milliards MAD en achats à terme, contre 34,2 milliards MAD et 28,4 milliards respectivement à la même période l'an dernier. Les ventes ont été de 37,5 milliards au comptant et de 34,1 milliards à terme, contre respectivement 40,1 milliards et 9,4 milliards.

Achats/ventes interbancaires contre MAD	31 729	67 881	47 085	69 626	22 541	47,9
Achats de devises par BAM aux banques	-	-	-		-	-
Ventes de devises par BAM	-	-	-			-
Achats/ventes devises contre devises des banques avec les correspondants étrangers	75 835	147 507	87 300	133 131	45 831	52,5
Achats/ ventes à terme de devises par la clientèle des banques	27 727	22 145	37 740	26 997	-10 743	-28,5

VII. MARCHES DES ACTIFS

Fin mars, MASI avait chuté de 4,7 % d'un mois sur l'autre et sous-performé de 3,1 % sur l'année. La variation reflète principalement une baisse de 7,3 % de l'indice du secteur pétrolier et gazier, une baisse de 5,6 % dans les banques et une baisse de 4 % dans le secteur du bâtiment et des matériaux de construction. En revanche, les indices des secteurs 'holdings et sociétés de portefeuilles' et des sociétés de placement immobilier ont augmenté respectivement de 8,4% et 0,4%.



Quant à l'évolution des mesures de valorisation, le PER¹ est passé de 19,2 en février à 17,4 en mars, tandis que le PB² est passé de 2,27 à 2,15. Le rendement du dividende a également augmenté, passant de 3,67 % à 3,89 %. La capitalisation boursière était de 542,1 milliards de MAD, en baisse de 5 % d'un mois sur l'autre et de 3,4 % depuis le début de l'année.

Le volume mensuel des transactions était de 2,3 milliards de MAD contre 11,1 milliards de MAD en février. Soit une moyenne de 100,8

millions de dirhams. Le ratio de liquidité de la part actions a de nouveau baissé de 4,8% à 4.7%.



Sur le marché des obligations d'État, les émissions d'obligations d'État ont atteint 42 milliards de dirhams en février, après 40,8 milliards de dirhams en janvier 2022 et 23,5 milliards de dirhams en décembre. Le montant moyen des émissions d'obligations d'État à court terme est de 27 %, celui des obligations d'État à long terme est de 14 % et 59% sur des maturités moyennes, ce qui indique que les taux d'intérêt à court terme sont en baisse et en hausse à moyen et long terme. Compte tenu du remboursement de 10,2 milliards de MAD, l'encours des bons du Trésor s'élevait à 716,5 milliards de MAD à fin février, en hausse de 7,6% par rapport au début de l'année.

¹ Price Earning Ratio : le PER d'une action est le rapport de son cours au bénéfice par action.

² Price to Book Ratio : le PB est le coefficient de la valeur de marché des capitaux propres (la capitalisation boursière) à leur valeur comptable.

	Œn.	millions de dirha	ns)					
						Variation		
	Décembre 2022	Janvier 2023	Février 2023	Février 2023	/Janvier 2023	Février 2023 / D		
				En valeur	En%	En valeur	En%	
Encours	665 764	684 776	716 550	31 774	4,6	50 786	7,6	
13 semaines	12 177	34 502	28 377	-6 125	-17,8	16 199,9	133,0	
26 semaines	6 526	9 431	16 517	7 085	75,1	9 991,1	153,1	
52 semaines	18 771	21 380	24 698	3 318	15,5	5 927,5	31,6	
2 ans	72 201	72 301	93 873	21 572	29,8	21 671,6	30,0	
5 ans	173 764	174 556	174 653	97	0,1	888,6	0,5	
10 ans	133 851	134 101	139 928	5 827	4,3	6 077,2	4,5	
15 ans	122 719	122 719	122 719	0	0,0	0,0	0,0	
20 ans	78 384	78 414	78 414	0	0,0	30,0	0,0	
30 ans	37 371	37 371	37 371	0	0,0	0,0	0,0	
iouscriptions	23 479	40 848	41 996	1 148	2,8	18 517	78,9	
13 semaines	6 949	25 853	0	-25 853	-	-6 949		
26 semaines	1 030	6 123	7 986	1 863	30,4	6 956	675,3	
52 semaines	0	7 699	3 318	-4 382	-56,9	3 318		
2 ans	0	100	22 837	22 737		22 837		
5 ans	5 500	792	2 029	1 237	156,2	-3 471	-63,1	
10 ans	0	250	5 827	5 577		5 827		
15 ans	0	0	0	0		0		
20 ans	0	30	0	-30		0		
30 ans	0	0	0	0		0		

Le financement au niveau du marché des obligations négociables a atteint 8,9 milliards de MAD en février, contre 2,7 milliards de MAD en janvier et 1,4 milliard de MAD en décembre. Par produit, il y a eu 4,3 milliards de demandes de certificats de dépôt, contre 2,5 milliards le mois précédent. Ils ont porté à 77 % sur les maturités courtes et 23% sur les moyennes, les taux d'intérêt globaux diminuant légèrement d'un mois sur l'autre. En revanche, les émissions de billets de trésorerie se sont redressées de 220 millions de dirhams à 4,6 milliards de dirhams en glissement mensuel, mais les émissions d'obligations d'entreprises par les sociétés financières sont restées nulles pour le cinquième mois consécutif. En tenant compte des remboursements de 7 milliards, le solde de la dette négociable est désormais de 79,8 milliards de dirhams, après les 81 milliards de dirhams de décembre.

	(En m	uillions de DH)		Variation						
			Variation							
	Décembre 2022	Janvier 2023	Février 2023	Février 2023	/Janvier 2023	Février 2023 / Décembre 202				
				Envaleur	en %	En valeur	en %			
Encours	81 003	77 945	79 827	1 881	2,4	-1 176	-1,5			
Cestificats de dépôt	52 814	51 757	49 638	-2 119	-4,1	-3 176	-6,0			
Bons des sociétés de financement	26 391	25 411	24 911	-500	-2,0	-1 480	-5,6			
Billets de trésorezie	1 798	778	5 278	4 500		3 480	-			
Emissions	1 402	2 707	8 890	6 183	228,4	7 488	534,2			
Certificats de dépôt	1 273	2 487	4 250	1763	70,9	2 977	233,9			
Bons des sociétés de financement	0	0	0	0		0	0,0			
Billets de trésorerie	129	220	4 640	4 420	-	4 511	-			

Quant au marché obligataire privé, aucune émission obligataire n'a encore été enregistrée pour 2023. Remboursements compris, l'encours de la dette sur ce marché s'élève à 178,7 milliards en février 2003, en baisse de 1,1 % par rapport à décembre 2022.

Pour les titres d'OPCVM, les souscriptions ont été de 40,8 milliards et les rachats de 45,4 milliards en mars. Les sorties nettes se sont élevées à 4,6 milliards de dirhams. En termes d'indices de performance, les indices de performance des fonds monétaires et des fonds obligataires court terme sont respectivement en hausse de 0,6% et 0,3% depuis le début de l'année, tandis que les indices de performance des OPCVM actions, des fonds obligataires à moyen et long terme et des diversifiés ont enregistré une baisse. La valeur nette des OPCVM a atteint 507,2 milliards, en hausse de 1,3% depuis décembre 2022.

Catégories d'OPCVM		Montant (en milliards)	Structure(en %)		Variation annuelle
Actions	104	36,5	7	-3,6	-3,7
Diversifiés	122	54,0	11	-0,2	-7,0
Monétaires	67	114,2	23	-4,8	28,0
Obligations CT	65	49,9	10	-0,2	6,7
Obligations MLT	199	239,3	47	-1,1	-7,0
Contractoel	4	13,3	3	26,7	12,5
Total	561	507,2	100	-1,4	1,3

L'indice des prix des actifs immobiliers a baissé

de 0,7 % en glissement trimestriel au quatrième trimestre 2022 en raison d'une baisse de 0,8 % des prix de l'immobilier résidentiel et d'une baisse de 0,7 % des prix des terrains, mais il n'y a pas eu de baisse significative des biens à usage professionnel. Dans le même temps, le nombre de transactions a diminué de 4,8 %, l'immobilier résidentiel reculant de 5,5 %, le foncier de 1,3 % et les biens à usage professionnel de 6,1 %. La baisse des prix a touché la plupart des grandes villes, avec des

taux d'intérêt allant de 0,4 % à Kénitra à 3,4 % à El Jadida. A l'inverse, Rabat enregistre une hausse de 0,7%, Agadir 0,6% et Casablanca 0,2%, tandis que Marrakech stagne. Au niveau des ventes, à l'exception de Rabat, Tanger et Meknès, les ventes ont augmenté respectivement de 10% et 2,2%. Les autres villes ont enregistré des baisses, tel que 0,7% à Casablanca et à 18,1% à Kénitra.

VIII. EVOLUTION DE L'INFLATION

L'indice des prix à la consommation (IPC) a enregistré une hausse mensuelle de 1,7 % en février 2023. Cela s'explique principalement par la hausse de 9,3 % des prix des denrées alimentaires dans un contexte de fluctuations des prix, les « légumes frais » enregistrant une hausse de 21,9 % et les fruits enregistrant une hausse de 4,7 %. Les œufs représentaient 7,7 %, et « volailles et lapins » représentaient 2,4 %. L'évolution de l'IPC résulte également d'une hausse de 0,7 % des indicateurs d'inflation sous-jacente, due en grande partie à une hausse de 1,6 % des prix alimentaires qui y sont inclus, notamment une hausse de 5,6 % des prix de la « viande fraiche ». Le « pétrole » est de 1,2 %. Parallèlement, les prix des carburants et lubrifiants ont baissé de 1,3 %, les prix réglementés stagnant d'un mois sur l'autre.

Sur un an, l'inflation a poursuivi sa tendance haussière, s'établissant en moyenne à 9,5% au cours des deux premiers mois de 2023, à 10,1% en février contre 8,9% en janvier. L'inflation sous-jacente, quant à elle, s'est établie à 8,5 %. Elle était pratiquement inchangée par rapport au

mois précédent, reflétant une augmentation de 10,7% de la partie échangeable et une augmentation de 5,6% de la partie non échangeable.

Evolution de l'inflation et de ses comp	osantes
---	---------

	Variation mensuelle (%)		Variation annuelle (%)		
	janv. 23	fév. 23	janv. 23	fév. 23	En moyenne sur l'année 2022
Inflation	0,5	1,7	8,9	10,1	6,6
Produits alimentaires à prix volatils	2,2	9,3	21,7	32,2	11,1
Produits réglementés	0,4	0,0	0,2	0,6	-0,1
Carburants et lubrifiants	-3,2	-1,3	29,7	21,1	42,3
Inflation sous-jacente	0,4	0,7	8,4	8,5	6,6
Produits alimentaires inclus dans l'inflation sous-jacente	0,8	1,6	15,5	15,7	11,9
Articles d'habillement et chaussures	0,2	0,0	5,1	5,1	4,8
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles ¹	0,0	0,2	2,2	2,2	2,3
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	0,2	0,4	6,2	6,1	5,1
Santé ¹	0,5	0,3	2,4	2,6	2,1
Transport ²	-0,1	0,5	5,3	5,0	4,4
Communication	0,0	0,0	0,6	0,5	0,3
Loisirs et cultures ¹	-0,1	0,1	5,9	5,9	5,7
Enseignement	0,0	0,0	4,5	4,5	2,2
Restaurants et hôtels	0,4	0,8	5,0	6,1	2,8
Biens et services divers	0,3	0,3	2,5	2,6	3,5

Sueros : HCP et calcul: B.4M (I) Hors pandráts réglementés.

De plus, la différence des prix des biens et des services inclus dans le panier de l'IPC indique que les prix des biens continuent d'accélérer. Cela s'explique entièrement par la hausse des prix des matières premières de 27,4 % au lieu de 18,9 %. La part des biens transformés, hors carburants et lubrifiants, est passée de 9,3% à 8,8%. Les prix des services ont augmenté de 2,1 % après une hausse de 1,7 %.

Evolution des prix des Biens et des Services

	Variation mensuelle (en %)		Variation annuelle (en %)			
	janv. 23	fév. 23	janv. 23	fév. 23	2022	
Inflation	0,5	1,7	8,9	10,1	6,6	
Biens transformés*	0,5	0,4	9,3	8,8	7,6	
Services	0,0	0,1	1,7	2,1	1,4	
Biens non transformés	2,1	7,8	18,9	27,4	9,8	
Carburants et lubrifiants	-3,2	-1,3	29,7	21,1	42,3	

Les prix à la production de l'industrie manufacturière, hors raffinage du pétrole, ont augmenté de 0,4 % en février, principalement en raison d'une hausse de 0,7 % dans l'industrie chimique, d'une hausse de 2,1 % dans l'industrie métallurgique et d'une hausse de 0,2 % dans l'industrie alimentaire. En raison de la hausse de 0,2 % des prix à la production. Par rapport au

même mois de l'année dernière, le taux d'augmentation des prix à la production des produits non raffinés a encore ralenti, revenant à 3,6 % en février contre 4 % en janvier.

VIX. SOURCE

HCP: Haut-commissariat au Plan Marocain

BAM : Bank Al-Maghreb

DTFE: Ministère de l'Economie et des

Finances Marocain

Eurostat

Thomson Reuters Eikon

BCE : Banque centrale Européenne

FED: Reserve fédéral des Etats-Unis

Banque Mondiale

Office des Changes

Office National de l'Electricité et de l'Eau Potable Marocain

Ministère du Tourisme, de l'Artisanat et de l'Economie Sociale et Solidaire Marocain

Bourse de Casablanca

Autorité Marocaine des Marchés des Capitaux